



MISSIÓ PERMANENT
DEL PRINCIPAT D'ANDORRA
A LES NACIONS UNIDES

63^e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES
63^o SESION DE LA ASAMBLEA GENERAL DE LAS NACIONES UNIDAS
63rd SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS

DISCOURS DE S.E. M. ALBERT PINTAT
CHEF DU GOUVERNEMENT DE LA PRINCIPAUTE D'ANDORRE

DISCURSO DEL EXCMO. SR. DON ALBERT PINTAT
JEFE DE GOBIERNO DEL PRINCIPADO DE ANDORRA

STATEMENT BY H.E. MR. ALBERT PINTAT
HEAD OF GOVERNMENT OF THE PRINCIPALITY OF ANDORRA

New York, le jeudi 25 septembre 2008
Nueva York, jueves 25 de septiembre de 2008
New York, Thursday, September 25th, 2008

Original in Catalan
Text in French, Spanish and English

Verifier a l'audition
Check against delivery

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Mesdames et Messieurs les Délégués,

« *J'ai pris un engagement envers la vérité, pas envers ce qui est établi* », affirmait Gandhi.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement, qui cherchent d'ici 2015 à éradiquer la pauvreté extrême, à obtenir l'enseignement primaire pour tous, à promouvoir l'égalité des sexes, à réduire la mortalité infantile, à lutter contre la propagation de maladies comme le SIDA ou le paludisme ou à assurer un environnement durable, représentent un défi pour nous tous, individuellement et collectivement. Chaque être humain est unique et le respect d'autrui doit être aussi bien impérieux qu'universel.

Ce monde est paradoxal. Nous sommes réunis ici pendant ces quelques semaines afin de discuter de la crise alimentaire et de la faim dans le monde, or nous le faisons soixante-trois ans après avoir mis en place dans le cadre des Nations Unies des actions et des structures pour extirper ce fléau.

Nous voilà au XXI^e siècle, et en 2008 nous faisons face à 2,5 milliards de pauvres dans les pays du sud, dont 950 millions vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, et les prévisions du FIDA (Fonds International de Développement Agricole) indiquent qu'en 2025 il y aura 2 milliards de personnes en plus vivant dans des conditions d'extrême pauvreté dans le monde.

L'an dernier le monde a été confronté, comme cela a déjà été le cas au siècle précédent, à des déplacements massifs de populations poussées par la faim –au nord de l'Ouganda ou au Darfour–, et nous, dirigeants des pays les mieux portants, agences internationales ou ONG, nous assistons, impuissants, à l'aggravation de la malnutrition et des tensions sociales qui en découlent.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez vous-même déclaré dans le Rapport 2007 sur les objectifs du Millénaire pour le développement que « *le monde ne veut pas de nouvelles promesses* ».

Mais la réalité, dans son aspect le plus cru, nous a fait assister ces derniers mois dans différents pays du monde à des émeutes provoquées par des populations souffrant de la faim. Mardi dernier, lors de votre discours d'ouverture vous nous avez rappelé les dangers actuels. Nous devons faire face à quatre crises globales : financière, énergétique, alimentaire et du changement climatique.

Face à cette situation, nous ne pouvons faire autrement que de nous poser ces questions : quelles erreurs avons-nous commises ? Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Les prix des produits alimentaires de base ont augmenté de 50% en un an et depuis janvier 2008 un groupe d'experts des Nations Unies a constaté que le prix des marchandises dans le monde a augmenté de 30%.

Si nous prenons en compte le fait qu'1,4 milliards de personnes vivent avec moins d'1,25 \$ par jour, le monde compte un nombre trop élevé de personnes vivant dans des conditions d'extrême précarité : sans accès à la scolarisation, ni à l'eau potable, ni aux conditions d'hygiène et de santé élémentaires.

Certains experts affirment que la crise alimentaire est le résultat de l'échec des politiques de développement mises en place afin de favoriser l'émergence économique et sociale des pays que l'on a qualifiés de pauvres. Bien souvent ces pays disposent de ressources naturelles importantes et pourraient produire également des produits de base tels que les céréales. La réalité est pourtant têtue, et les faits sont là : les deux tiers des pays en voie de développement sont des importateurs nets de produits alimentaires !

L'économiste et sociologue Alfred Sauvy a déclaré que « *Le but de l'économie n'est pas le travail, mais la consommation.* » Or c'est là que réside l'un des principaux problèmes actuels. Les biens de consommation sont rares, et la demande a dépassé l'offre.

Le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, prévoit une augmentation de 56% de la facture des importations céréalières des pays les plus défavorisés, mais il annonce également une augmentation de 53% de cette même facture pour les pays européens.

La crise actuelle est intimement liée à la distribution géographique de la productivité. Il faudrait, peut-être, que la production augmente là où les populations souffrent de la faim et arrêter de leur envoyer la surproduction des pays les plus riches, car cela contribue à augmenter la dépendance des pays pauvres.

Dans ce sens, il nous semble que la mesure prise par la Banque mondiale – doubler le volume des prêts à l'agriculture vers l'Afrique, avec une prévision de 800 millions de dollars en 2009 – est une bonne mesure.

Parallèlement, afin de corriger les distorsions qui sont apparues sur les marchés, la libéralisation des marchés agricoles devrait s'accompagner de mesures permettant de faire appel aux petits propriétaires locaux, pour éviter la tentation de renoncer à la production en faveur de l'importation de produits alimentaires étrangers.

De fait, il faudrait réinventer la libéralisation.

Loin d'en faire un cadre commun à tous les pays, il faudrait l'appliquer suivant les circonstances spécifiques à chaque pays, et analyser soigneusement le pour et le contre.

Par ailleurs, nous ne parvenons toujours pas à résoudre de façon définitive la question des aides à l'agriculture, ni la question de savoir quelle liberté de commerce serait véritablement nécessaire pour favoriser les pays en ayant le plus besoin.

La libéralisation devrait également entraîner une augmentation de la productivité, du développement des ressources humaines, des infrastructures de base, de l'accès à la technologie et à l'éducation, et du respect de l'environnement. Cela revient à dire qu'elle devrait contribuer au développement durable, comme l'indique le *Doha Outcome Document* de juillet 2008.

La crise actuelle met en relief la vulnérabilité de notre système. Ainsi, sans négliger les dures réalités, l'Andorre adhère pleinement aux thèmes qui ont été mis en avant à Rome au mois de juin dernier lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis posés par les changements climatiques et les bioénergies.

Le Gouvernement de l'Andorre travaille depuis 2005 à la coopération pour le développement avec tous les grands organismes internationaux, les pays vulnérables qui nous en font la demande, les ONG et la société civile.

Dans le contexte actuel et en accord avec l'appel des dirigeants, des grands acteurs internationaux et des organismes internationaux, spécialisés et régionaux, nous avons mis en place des aides aux pays les plus touchés (comme Haïti, le Viêt Nam, le Cambodge ou le Mozambique), en participant financièrement aux initiatives de la FAO et d'ONG andorranes. Nous contribuons également à favoriser la production et le commerce agricoles au Burkina Faso, en Colombie ou au Maroc, grâce à des ONG andorranes agissant dans ce domaine.

Pour ce faire, nous partageons les choix pour le futur qui permettront le maintien de l'équilibre biologique, l'exploitation durable des forêts et la mise en place de nouvelles technologies favorisant l'équilibre écologique et ralentissant les effets du changement climatique.

La croissance démographique sur une planète qui comprend plus de 6 milliards d'habitants (le chiffre officiel, du 2 septembre 2008, est de 6 722 935 595), la pollution chimique, industrielle et agricole, l'utilisation du sol, la désertification, l'eau, l'interaction entre les animaux, la flore et les espèces horticoles, le commerce international ou les déplacements d'êtres humains, sont des facteurs de déstabilisation bien réels. Et nous devons y faire face avec toutes les forces dont nous disposons.

Garantir une alimentation pour tous, au sein de notre planète, est une chose basique, essentielle, vitale.

Il y a 63 ans nous pensions que ce fait serait aujourd'hui, au XXI^e siècle, une idée désuète, un problème résolu, un succès dont nous avons rêvé.

Nous nous trompons lourdement.

Maintenant, nous nous devons d'être courageux. D'aller de l'avant et d'affronter les prévisions les plus pessimistes qui nous annoncent un échec des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous avons fait le diagnostic, et nous sommes conscients que les politiques que nous avons menées ces dernières décennies n'ont pas satisfait nos attentes. Mais nous avons encore le temps de corriger nos erreurs, et c'est pourquoi je félicite le Secrétaire général pour ses initiatives, ainsi que les autres organismes internationaux et la société civile pour les actions concrètes qu'ils sont en train d'entreprendre partout dans le monde.

Les discours, les comptes-rendus et les bonnes paroles sont nécessaires, mais notre capacité à agir laisse sérieusement à désirer. Ne nous cachons pas derrière des excuses. Passons à l'action ; la dignité de tout être humain nous y oblige et l'humanité le mérite !

Je vous remercie.

Señor Presidente,
Señor Secretario General
Excelencias,
Señoras y señores,
Señoras y señores delegados,

"Estoy comprometido con la verdad, no con lo que está establecido", afirmaba Gandhi.

Los Objetivos de Desarrollo del Milenio que buscan, de aquí al 2015, erradicar la pobreza extrema, conseguir la educación primaria universal, promover la igualdad de género, reducir la mortalidad infantil, luchar contra la propagación de enfermedades como el SIDA o el paludismo, o garantizar la sostenibilidad del medio ambiente, son un reto para todos nosotros. Individual y colectivamente. Cada ser humano es único y el respeto por el prójimo debe ser tanto universal como imperativo.

El mundo es paradójico. Estamos reunidos estas semanas aquí para hablar de la crisis alimentaria y del hambre en el mundo. Y esto ocurre 63 años después de haber iniciado acciones y creado estructuras en el marco de las Naciones Unidas para erradicar extirpar este fenómeno.

Inmersos en el siglo XXI, en 2008 nos encontramos ante 2,5 mil millones de pobres en los países del hemisferio sur, de los cuales 950 millones viven en condiciones de extrema pobreza, y las previsiones del FIDA (Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola) apuntan que en 2025 el mundo contará con 2 mil millones más de personas que vivirán en condiciones de extrema pobreza.

En un año el mundo se ha visto enfrentado, como ya sucedió en el siglo pasado, a desplazamientos masivos de poblaciones movidas por el hambre —en el norte de Uganda o Darfur— y los dirigentes de los países más acomodados, las agencias internacionales o las ONG asistimos impotentes al agravamiento de la malnutrición y de las tensiones sociales que derivan de la misma.

Señor Secretario General, usted ya declaró en el Informe sobre los Objetivos de Desarrollo del Milenio de 2007, que *"el mundo ya no quiere más promesas"*. Sin embargo la realidad, en su vertiente más cruda, nos ha hecho vivir estos últimos meses disturbios provocados por gente que pasa hambre en distintos países. El pasado martes nos recordó en su discurso de apertura los peligros del momento presente: tenemos que afrontar cuatro crisis globales: la financiera, la energética, la alimentaria y la del cambio climático.

Ante esta situación es inevitable formularse la pregunta: ¿Qué hemos hecho mal? ¿Qué es lo que no ha acabado de funcionar?

En un año los precios de los productos alimenticios básicos han aumentado un 50% y desde enero de 2008, un grupo de expertos de las Naciones Unidas han constatado que el precio de las mercancías en todo el mundo ha aumentado un 30%.

Si tenemos en cuenta que hay 1,4 mil millones de personas que viven con menos de 1,25 \$ al día, el mundo contabiliza un número demasiado elevado de personas que viven en unas condiciones extremadamente precarias: sin acceso a la escuela, ni al agua potable y ni a las condiciones de higiene y salud básicas.

Algunos expertos afirman que la crisis alimentaria es el resultado del fracaso de las políticas de desarrollo que se iniciaron para favorecer la emergencia económica y social de los países calificados como pobres. Estos países tienen a menudo importantes recursos naturales y también podrían producir productos básicos como cereales. ¡Pero la realidad es tozuda y lo cierto es que los dos tercios de los países en vías de desarrollo son importadores netos de productos alimenticios!

El economista y sociólogo Alfred Sauvy afirmó que "*La meta de la economía no es el trabajo sino el consumo.*" Y aquí radica uno de los principales problemas actuales. Los bienes de consumo son escasos y la demanda ha superado la oferta.

El Director General de la FAO, Jacques Diouf, prevé un aumento del 56% en la factura de las importaciones de cereales para los países más desfavorecidos, pero también augura un aumento del 53% para los países europeos.

La crisis actual tiene mucha relación con la distribución geográfica de la productividad. Lo mejor sería, quizás, que la producción aumentara en los lugares donde las personas pasan hambre y se dejara de enviar la sobreproducción de los países con más recursos, ya que ello contribuye a aumentar la dependencia de los países pobres.

En este sentido, nos parece acertada la medida del Banco Mundial de doblar los préstamos a la agricultura en África con una previsión de 800 millones de dólares para el año 2009.

Parelamentemente y a fin de corregir las distorsiones que se han creado en los mercados, la liberalización de los mercados agrícolas debería ir acompañada de medidas de apoyo a los pequeños propietarios locales para evitar la tentación de renunciar a la producción en favor de la importación de los productos alimenticios foráneos.

De hecho, la liberalización debería reinventarse.

Lejos de hacer de ella un patrón común para todos los países, se debería aplicar según las circunstancias específicas de cada país, analizando con cautela los pros y contras.

Por otra parte, tampoco se acaba de resolver de manera definitiva el tema de los subsidios agrícolas, ni la verdadera libertad de comercio que serviría para favorecer a los países que más lo necesitan.

La liberalización debería comportar también una expansión de la productividad, del desarrollo de los recursos humanos, de unas infraestructuras básicas, del acceso a la tecnología y al conocimiento y del respeto al medio ambiente. Es decir, debería contribuir al desarrollo sostenible tal y como lo indica el *Doha Outcome Document* de julio de 2008.

La crisis actual pone de relieve la vulnerabilidad del sistema vigente. Así, sin dejar a un lado las duras realidades, Andorra comparte plenamente los planteamientos que se acordaron en Roma el pasado mes de junio durante la Conferencia de Alto Nivel sobre la Seguridad Alimentaria Mundial: los retos del cambio climático y las bioenergías.

El Gobierno de Andorra trabaja desde 2005 en la cooperación para el desarrollo con todos los grandes organismos internacionales, los países vulnerables que nos lo piden, las ONG y la sociedad civil.

Actualmente y de acuerdo con la llamada de los dirigentes, los grandes actores internacionales y los organismos internacionales, especializados y regionales, hemos puesto en marcha ayudas a los países más afectados (como Haití, Vietnam, Camboya

o Mozambique) mediante aportaciones económicas a las iniciativas de la FAO y de ONG andorranas. También colaboramos en la ayuda a la producción y el comercio agrícolas en Burkina Faso, Colombia o Marruecos, a través de ONG andorranas activas en este ámbito.

Por ello, compartimos las opciones de futuro que se están utilizando para el mantenimiento del equilibrio biológico, las prácticas forestales sostenibles y la adecuación de las nuevas tecnologías que ayudan a favorecer el equilibrio ecológico y frenar los efectos del cambio climático.

El crecimiento demográfico en un planeta que cuenta con más de 6 mil millones de habitantes (6.722.935.595 es la cifra oficial, el 2 de setiembre de 2008), la polución química, industrial y agrícola, la deficiente utilización del suelo, la desertificación, el agua, la interacción de las especies animales, florales u hortícolas, el comercio internacional o los desplazamientos de los humanos son factores desestabilizadores, pero presentes y bien reales.

Y debemos hacerles frente con todas las de la ley.

Garantizar la alimentación para todos, en el seno de nuestro planeta, es básico, esencial, vital.

Hace 63 años pensábamos que este hecho sería hoy, en el siglo XXI, un concepto anticuado, un tema superado/objetivo alcanzado, un éxito de nuestros sueños.

Lamentablemente estábamos equivocados.

Ahora debemos ser valientes. Seguir adelante y plantar cara a las previsiones más pesimistas que nos llevan a un fracaso de los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

Hemos hecho el diagnóstico, somos conscientes de que las políticas que hemos fomentado en las últimas décadas no han cumplido las expectativas. Sin embargo, todavía estamos a tiempo de rectificar y por ello felicito, tanto al Secretario General por sus iniciativas, como al resto de organismos internacionales y la sociedad civil por las acciones concretas que están emprendiendo en todo el mundo.

Discursos, informes y buenas palabras son necesarios, pero tenemos un grave déficit de capacidad de acción. No deben valer las excusas. Pasemos a los hechos; ¡la dignidad de todo ser humano nos obliga a ello y la humanidad se lo merece!

Muchas gracias.

Mr President,
Mr Secretary General
Your Excellencies,
Ladies and Gentlemen,
Distinguished Delegates,

"I am committed to truth, not to what is established" said Gandhi.

The Millennium Development Goals, which seek between now and 2015 to eradicate extreme poverty, achieve universal primary teaching, promote gender equality, reduce infant mortality, fight against the propagation of diseases such as AIDS and malaria and guarantee environmental sustainability, are a challenge to us all. Individually and collectively. Each human being is unique and a respect for others must be both universal and imperative.

The world is paradoxical. We are meeting here for these weeks to speak of the food crisis and famine in the world. And we are doing it 63 years after having set in train actions and structures within the framework of the United Nations to extirpate this phenomenon.

Now well into the 21st century, in 2008 we find that there are 2.5 thousand million poor people in the countries of the south, 950 million of whom live in conditions of extreme poverty and the forecasts by IFAD (International Fund for Agricultural Development) indicate that by 2025 the world will have 2 thousand million more people living in conditions of extreme poverty.

In a year the world has been confronted, as already happened in the last century, by mass movements of populations driven by hunger – in the north of Uganda and in Darfur. And the governments of the wealthiest countries, international agencies and NGOs stand impotent before the worsening of malnutrition and the social tensions which arise from it.

Mr Secretary General, you already declared in the Millennium Development Goals Report 2007 that, *"the world does not want more promises"*.

But reality, in its crudest aspect, has made us live through the last months disturbances caused by people who are suffering famine in various countries. On Tuesday, you have reminded us in your opening speech the peril of our current passage. We face a global financial crisis. A global energy crisis. A global food crisis and a climate change.

Faced with this situation it is inevitable that we ask ourselves the question: What did we do wrong? What is it that does not work?

The prices of basic food products have risen by 50% in one year, and since January 2008 a group of United Nations experts has established that the price of goods around the world has gone up by 30%.

If we take into account that there are 1.4 thousand million of people living on less than \$1.25 a day, the world can count much too high a number of people who live in extremely precarious conditions: with no access to schools, potable water or basic health and hygiene conditions.

Some experts say that the food crisis is the result of the failure of the development policies which were set in motion to encourage economic and social progress in countries classified as poor. Often these countries have substantial natural resources

and also could produce basic products such as cereals. But reality is obstinate and the fact is that two thirds of the developing countries are net importers of food products!

Alfred Sauvy, the economist and sociologist, said that "*The milestone of the economy is not labour but consumption.*" And here is the source of one of the principal current problems. Consumer goods are scarce and demand exceeds supply.

The Director General of the FAO, Jacques Diouf, forecasts an increase of 56% in the cost of imports of cereals for the more disadvantaged countries, but he also forecasts an increase of 53% for the European countries.

The current crisis has a very close relationship with the geographical distribution of productivity.

Perhaps production should be increased in the places where people are suffering famine and less over-production sent from countries with more resources, as this contributes to increasing the dependency of the poor countries.

In this sense, we see as correct the World Bank's decision to double the loans to agriculture in Africa, with a provision of 800 million dollars for 2009.

At the same time and in order to correct the distortions which have been created in the markets, the liberalisation of agricultural markets must be accompanied by measures of support for small local owners, so as to avoid the temptation of giving up production in favour of importing foreign food products.

In fact, liberalisation would have to be reinvented.

Far from this being a common pattern for all countries it would have to be applied according to the specific circumstances of each country, studying the pros and cons with caution.

On the other hand, neither has the subject of agricultural subsidies been resolved definitively, nor the true freedom of trade which would serve to help the countries which need it most.

Liberalisation would also have to involve an expansion of productivity, the development of human resources, basic infrastructures, access to technology and knowledge and a respect for the environment. That is to say, it would have to contribute to sustainable development, as was indicated in the Doha Outcome Document of July 2008.

The current crisis brings out the vulnerability of the present system. Here, without leaving hard realities aside, Andorra fully shares the approaches which were agreed in Rome last June during the High Level Conference on World Food Security: the Challenges of Climate Change and Bioenergy.

The Government of Andorra has been working since 2005 in cooperation for development with all the large international bodies, with the vulnerable countries which ask us for it, with NGOs and with civil society.

In the current context and in accordance with the call from the directors and from the large international actors and international organisations, specialised and regional, we have set in train aids to the most affected countries (such as Haiti, Vietnam, Cambodia and Mozambique), through financial contributions to the initiatives of the FAO and Andorran NGOs. We also collaborate with support for production and agricultural trade in Burkina Faso, Colombia and Morocco, through Andorran NGOs active in this field.

For this reason, we are sharing in the future options which are being used for the maintenance of biological balance, sustainable forestry practices and the adaptation of new technology which can help to promote ecological balance and slow the effects of climate change.

Demographic growth, in a planet which already has more than 6 thousand million inhabitants (6,722,935,595 was the official figure on 2 September 2008), chemical, industrial and agricultural pollution, land usage, desertification, water, the interaction of animal, floral and horticultural species, international trade and the movements of peoples are all destabilising factors but present and very real. And we have to face all of these with law.

To guarantee food for everyone, in this our planet, is basic, essential and vital. 63 years ago we thought that this would be a fact today, in the 21st century, an antiquated concept, a matter achieved, the success of our dreams. Sadly, we were wrong.

Now, we need to be strong. To keep going and face up to the most pessimistic forecasts which warn us of the failure of the Millennium Development Goals.

We have made the diagnosis, we are aware that the policies we have encouraged in recent decades have not fulfilled our expectations. But we still have time to rectify this and for this reason I would like to congratulate both the Secretary General for his initiatives and the rest of the international bodies and civil society for the specific actions they are setting in train around the world.

Addresses, reports and fine words are necessary but we have a serious lack of capacity for action. Let us not hide behind excuses. Let us move on to facts; the dignity of every human being obliges us to do so and humanity deserves it!

Thank you very much.